

des droits de l'Homme TONDÉE EN 1888 Ligue CONTROL DH LUM CONTROLS CONTROL DH LUM CONTROLS TONDÉE EN 1888

Lettre d'informations n° 6 - Octobre-Novembre 2022

34 Cours de Verdun 69002 LYON

Mel: lyonconfluences@ldh-france.org - Permanence le mardi de 14h30 à 17h



Plus de huit mois de guerre, trop c'est trop, et pourtant



Un contexte de plus en plus difficile et anxiogène

De plus en plus de Français.es, de plus en plus d'Européen.ne.s, de plus en plus d'habitant.e.s de nombreux pays du monde, font face à des difficultés et à des inquiétudes croissantes :

- Un hiver qui s'annonce difficile en matière de chauffage, de déplacements, de logement...
- L'accès à une alimentation correcte voire suffisante de plus en plus compliqué avec des prix qui augmentent ...
- Des phénomènes climatiques extrêmes, chaleur, manque d'eau..., qui ont des conséquences de plus en plus désastreuses...
- Des relations internationales de plus en plus tendues, voire conflictuelles...

La perte de nombre de nos repères

Après la Guerre froide, semblait s'ouvrir un monde pacifié (ou presque!). Pour beaucoup, l'impérialisme était avant tout américain. Et puis se sont affirmées d'autres impérialismes, chinois, russe... De nouveaux aspects s'invitent dans les conflits avec l'essor du numérique aussi bien dans les armes que dans la communication avec les infox et autres complotismes.

Nous avons aussi cru longtemps que les conflits resteraient localisés, loin de l'Europe occidentale (sans oublier l'éclatement de la Yougoslavie) et internes à certains États (Tchétchénie, Ouïgours, Syrie, Palestine, Géorgie, Crimée, Érythrée...).

Sommaire

- 1 * Soutenir l'Ukraine, encore et encore
- 2 * Luttes des femmes Femme, Vie, Liberté
- 3 La Retirada
- 4 * Des mots pour dire le monde

Trois quarts de siècle de paix entre anciens ennemis éloignent des pensées de guerre possible.

Et l'Ukraine...?

Pour les un.e.s, il est temps de parvenir à une paix quelles qu'en soient les conditions, pour d'autres l'aide à l'Ukraine est un fardeau trop lourd qui ne fait qu'accentuer nos difficultés, pour d'autres encore il serait temps de rétablir des relations dites normales avec la Russie....

Soutenir l'Ukraine, encore et encore

Mais n'oublions pas que :

- La Russie de Poutine est l'agresseur et que le peuple ukrainien ne fait que se défendre ;
- Poutine a lui-même déclaré que son ennemi est aussi l'Europe, pas seulement l'Ukraine et les États-Unis. Cette guerre nous concerne tou.te.s; elle est une menace pour nos démocraties, une menace pour les pays qui s'engagent dans un processus démocratique;
- que les pouvoirs russes, comme dans d'autres pays, réécrivent l'histoire à leur profit et interdisent toute recherche digne de ce nom .



Le livre de Nikolai Starikov (co-président russe du Parti de la Grande patrie): Le principal ennemi de la Russie : tout le mal vient de l'Ouest, (fragment de la couverture // moscowbooks.

Quelles que soient les critiques que nous pouvons émettre à l'égard de nos propres médias d'information, toute presse non inféodée au pouvoir en Russie est l'objet de poursuites et ses journalistes d'emprisonnement;

Ce n'est pas seulement une question de solidarité mais aussi notre avenir à tou.te.s en Europe qui se joue en ce moment.

La Ligue des droits de l'Homme affirme depuis le début de la guerre son soutien à l'Ukraine et aux actions de solidarité en faveur de la population si durement frappée.

Ne nous laissons pas gagner par la lassitude, l'accoutumance, la banalisation...

Continuons et multiplions les actes de soutien.



Femme Vie Liberté

Depuis la mort de Jina Mahsa Amini, il y a plus de deux mois, alors qu'elle était en détention après son arrestation arbitraire par la police des mœurs iranienne, la colère gronde en Iran. La terrible et sanglante répression du régime théocratique iranien a déjà causé des milliers de blessés et mi-novembre il y a déjà déjà 380 morts, des enfants ou de très jeunes femmes, qui viennent chaque jour s'ajouter au sort de la jeune Kurde.

La répression, notamment au Kurdistan, Sistan et Baloutchistan, n'entame pas la détermination de milliers de femmes et d'hommes : dans toutes les régions du pays, issu·es de toutes les couches de la société, les Iranien·nes descendent chaque jour dans la rue au péril de leur vie.

Faisant preuve d'un incroyable courage, les femmes ont été les premières à défier le pouvoir en refusant le port obligatoire du voile. Nous saluons le courage de ces femmes qui continuent non seulement à manifester mais aussi à se dévoiler publiquement, à se couper les cheveux en postant des vidéos, à exiger leur liberté.

Le mouvement a vite gagné une grande partie de la jeunesse et c'est aujourd'hui une large part du peuple iranien qui se bat pour sa liberté, sa dignité, pour la démocratie et pour l'égalité.

À Lyon le 29 octobre a eu lieu une manifestation de soutien à la lutte des femmes d'Iran. Chaque dimanche les Iranien·nes de Lyon se réunissent place Bellecour et crient : *Femme, Vie, Liberté!*

Luttes des femmes

Contre les violences

Le noyau familial reste un lieu de discrimination, même dans les sociétés où l'égalité hommes-femmes est reconnue et affirmée, on le voit par exemple avec la persistance des violences conjugales, en France, en 2022. Et même si, d'une manière générale, à l'échelle mondiale, on observe un lent recul du patriarcat dans les normes juridiques portant sur la famille, surtout depuis la deuxième moitié du XXème siècle, mais avec toujours des résistances, voire parfois des tentatives de reprises au nom des prétendues «valeurs familiales» moralistes.

L'âge du mariage

Il ya actuellement dans le monde 650 millions de filles et de femmes qui ont été mariées alors qu'elles étaient enfant, et alors même que le mariage des enfants est évidemment reconnu comme une violation des droits humains, notamment parce qu'elles sont alors exposées à davantage de violences familiales et conjugales, à davantage de grossesses précoces et non désirées et à des arrêts de scolarité.

Les droits des femmes mariées

Les données disponibles sur 189 pays indiquent que seuls 64 ont une législation globalement satisfaisante qui, à la fois, criminalisent le viol conjugal, ne prévoient pas que les femmes mariées obéissent à leurs maris et leur reconnaissent les mêmes droits de se déplacer en dehors du domicile ou de faire une demande de passeport.

L'interruption volontaire de grossesse

Ce droit n'est mentionné expressément dans aucun texte international, néanmoins le comité des Droits de l'Homme des Nations Unies y fait référence, mais dans une approche assez floue. Au niveau international, les états qui interdisent totalement l'avortement sont devenus très minoritaires (une quinzaine aujourd'hui), mais dans la plupart des états qui ont légalisé l'avortement, les conditions sont très strictes. Souvent l'autorisation est soumise au risque de «danger de la vie de la mère», ou en cas de viol ou d'inceste. Les pays qui autorisent l'avortement sur demande de la mère et dans le cadre de délais, comme en France, se trouvent principalement en Europe et en Amérique du Nord. Pour autant, l'écart entre le cadre législatif et la réalité dans les territoires est, de fait, parfois très difficile pour les femmes (la clause de conscience des médecins en Italie, par exemple).

Les violences conjugales

Aucun texte à vocation universelle ne traite expressément de cette question. On peut pourtant considérer que tous les textes protecteurs des droits fondamentaux offrent nécessairement une protection contre les violences faites aux femmes. A l'échelle mondiale, on a presque 18% (presque 1/5ème) des femmes entre 15 et 49 ans qui ont subi des violences conjugales et sexuelles au sein du couple au cours des 12 derniers mois. Selon un rapport des Nations Unies, les violences conjugales restent les violations des droits humains les plus fréquentes et les plus systémiques à l'échelle de la planète.

Extraits de l'intervention d'Amélie Dionisi-Peyrusse à l'Université d'automne de la LDH (novembre 2022)





Il ne fallait pas manquer l'Expo-conférence organisée par la section de la LDH St Fons en septembre dernier, en partenariat avec la Mairie de Feyzin et l'association MHRE (Mémoire Histoire des Républicains Espagnols de l'Yonne / Yvan Larroy et Manuel De la Hoz)

La Retirada

De la République espagnole à l'exil en France

1931 : l'Espagne compte 25 millions d'Espagnols : 15 000 officiers, 800 généraux, 31 000 prêtres, 20 000 moines, 60 000 religieux. Une charge considérable

Les élections municipales du 14 avril 1931 permettent la 2ème République. C'est alors la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le droit de vote des femmes, la création d'écoles, la réforme de l'armée, une réforme agraire mettant fin à un système de vastes propriétés terriennes à l'origine du chômage rural.

Les difficultés économiques, le mécontentement des anciens privilégiés provoquent le soulèvement militaire et le coup d'état à l'origine de la guerre civile en 1936. C'est une sédition militaire. Une partie de l'armée basée dans le Protectorat espagnol au Maroc ramène Franco en Espagne.

Cette guerre oppose les républicains, communistes, socialistes, anarchistes, tous restés loyaux au gouvernement de la 2ème République, surnommés *Rojos* (Rouges) aux rebelles putschistes de droite et d'extrême droite : les Franquistes.

Albert Lebrun président de la République française fait le choix d'une politique de non intervention.

L'Espagne est coupée en deux

1937 : Bombardement de Guernica et chute du pays Basque (qui inspirera le célèbre tableau de Pablo Picasso). Le gouvernement Basque organise la mise à l'abri de 116 746 personnes.

1938 : l'appui de l'aviation de Mussolini et de l'armée d'Hitler accélèrent l'effondrement de l'armée républicaine. La terreur organisée provoque l'exode des populations civiles.

Janvier 1939 : début de la *Retirada*. Les femmes, les enfants, les personnes âgées sont autorisés à passer en France. *En 15 jours, un demi-million de personnes franchissent la frontière*. Daladier veut créer une zone parquée à la frontière de peur de voir «des hordes de révolutionnaires rouges déferler sur le pays». Heureusement la population est plus accueillante.

Les réfugiés sont répartis dans plusieurs départements.Les hommes eux sont parqués dans des camps d'internement montés à la hâte dans le sud-ouest. Les camps de Barcarès, Argelès, St Cyprien sont construits à même la plage. Les conditions de vie y sont extrêmement précaires. Le manque d'eau potable de nourriture et d'hygiène causent la mort de 15 000 personnes. La France, par la voix du ministre de l'intérieur Albert Sarraut, s'exprime en ces termes: «Argelès-sur-mer ne sera pas un lieu pénitentiaire, mais un camp de concentration». Les conditions de surveillances sont drastiques, assurées par les troupes militaires. Les réfugiés espagnols sont humiliés par les conditions de vie qu'ils subissent.



Juin 1939 : 173 000 Espagnols sont encore internés. Les autorités favorisent les rapatriements en Espagne pour alléger la charge représentée. Ces rapatriements ne sont pas toujours volontaires et parfois forcés.

Juin 1940 : L'armée allemande envahit la France. Nouvel exode. Les espagnols repartent sur les routes en direction de l'Espagne et fuir cette fois les nazis en France.

Pendant la 2ème Guerre mondiale, des Républicains espagnols s'engageront dans la Légion étrangère, dans les régiments de Marche de volontaires Etrangers et entrent en résistance.

Leur motivation est portée par l'espoir de renverser Franco avec l'aide des démocraties européennes. Les puissances alliées ne tiendront pas leurs promesses. Les nationalistes espagnols établiront une dictature pendant 36 ans.



Des mots pour dire le monde, débattre, le transformer, garantir et étendre les droits de tous les humains

« Opération militaire spéciale, Récupération de territoires perdus, Unification de peuples supposés frères, Guerre... » Comment nommer ce qui se déroule en Ukraine ?

Question qui n'est pas nouvelle : « *Opérations de maintien de l'ordre en Algérie, Événements d'Algérie, Guerre d'Algérie* (terme officiellement adoptée en France le 18 octobre 1999! ».

Qui est-il ? « Étranger, immigré, réfugié, migrant, expatrié, asilé, déplacé... pour ne pas citer métèque, profiteur... »

Nous savons tou.te.s que le langage, les mots utilisés pour caractériser tel ou tel évènement, telle ou telle action, telle ou telle décision, ne sont jamais « neutres ». Ils portent toujours un point de vue, des valeurs implicites ou explicites, des suggestions d'action, de prise de position, des sentiments, des émotions... Les mots ne sont pas les choses.

Ces évidences prennent une importance particulièrement grande et urgente alors que nombre d'études et d'observateurs soulignent le poids croissant des infox, du rôle très pervers de diverses pratiques dans les réseaux sociaux, de la dévalorisation de la parole publique et par là d'un rétrécissement du débat public, du complotisme...

Orwell dans 1984 parlait de « novlangue » ; dans son dernier ouvrage avant sa mort, l'économiste Jean-Paul Fitoussi (Comme on nous parle, 2020) reprend ce terme pour étudier comment les mondes politique et économique ont dévalorisé certains termes - investissement public, augmentation des salaires... - pour en imposer d'autres – compétitivité, dette publique, offre... -, aboutissant dans ces domaines comme en bien d'autres à un appauvrissement de langue. La novlangue du néolibéralisme s'est imposée comme décrivant un monde obligatoire.

Plus récemment, c'est celle du numérique et des GAFAMN qui impose une vision présentée, elle aussi, comme incontournable tant pour le production de biens que pour la consommation – streaming, buzz, data, blogueur, follower...

Quant au langage de la transition écologique et à l'avenir de l'Humanité/Planète, on entend avant tout des mots négatifs, douloureux, punitifs... accompagnés par un vocabulaire de sauvegarde, de nécessité.

Il y a partout appauvrissement de la langue qui est aussi appauvrissement de la pensée. Réduire le langage conduit à un épuisement de nos possibilités de penser l'avenir, de construire des initiatives, de développer des projets. Penser l'avenir c'est aussi, d'abord, construire un monde plus juste, moins consommateur, plus protecteur d'une « nature » dans laquelle les humains occuperaient une place non dominatrice. C'est ouvrir le langage pour inviter à des initiatives et à des changements pensés comme positifs, conduisant à une vie meilleure sur bien des aspects, à la définition de nouveaux droits, à un élargissement des droits pour tous.

Reprenons le pouvoir sur les mots, les arguments, les moments de rencontre, de pensées différentes, le débat.

ON PARLE LA MÊME LANGUE
MAIS ON NE DOIT PAS PARLER
LE MÊME LANGAGE ...